

Le coût du mépris : limogeages dans la haute fonction publique

La mutation-sanction du Préfet de la Manche est proprement ahurissante. Mais il ne s'agit pas aujourd'hui d'un acte isolé. Certes, le limogeage dans la haute fonction publique vient de loin. Mais ce qui est grave, c'est que ce genre d'affaires a tendance à se généraliser.

En novembre 2008, le directeur de l'hôpital de Saint-Egrève était suspendu de ses fonctions par décision du chef de l'Etat et des ordres étaient donnés pour qu'une sanction soit prise.

Celle-ci a pu être évitée grâce à la mobilisation des cadres de direction qui à travers une pétition nationale signée par plus de 3500 personnes, ont obligé le gouvernement à faire marche arrière.

Parallèlement à ce genre d'affaires, les mises en recherche d'affectation des directeurs d'hôpital sont en nette progression. Il ne se passe plus une seule commission paritaire nationale sans qu'il en soit inscrites à l'ordre du jour.

En cause, l'énorme pression à laquelle sont soumis les cadres de direction. Tout ce qu'on leur demande, c'est de tailler, et cela revient à vider leur établissement de leur sang et à menacer leurs « parts de marché ».

Pour de plus en plus de cadres, cette obsession du dégraissage devient insupportable, elle menace l'avenir du service public, elle est dangereuse : trop d'autorités hiérarchiques raisonnent sur des chiffres, pas sur la vie des hommes.

Le mal-être des cadres est un sujet encore tabou. Ils doivent faire face à une surcharge de travail avec des objectifs disproportionnés, des injonctions constamment paradoxales. Avec en plus un grand sentiment d'isolement, un climat qui s'est notablement détérioré ces derniers mois.

L'attitude du Président de la République, plus brutale – ou moins hypocrite ! – que celle de ces prédécesseurs y est pour beaucoup. Le décalage entre le discours auquel est sommé d'adhérer sous peine d'être « dézingué » - « les pouvoirs renforcés du directeur », « la culture de la performance et du résultat » - et les actes – « je vous aime mais vos problèmes ne tiennent pas aux moyens mais à votre mauvaise organisation » - est patent et contre productif.

Ces contradictions ne sont pas tenables. La déception de nombreux responsables et professionnels des établissements de santé, une fois de plus méprisés après la grève du 29 janvier – « pas de tournant dans la politique économique et sociale » a déclaré le premier Ministre - n'est pas prête d'être effacée.

S'il veut que le climat change, le chef de l'Etat doit modifier radicalement la manière dont lui-même et son entourage parlent des hôpitaux et agissent à leur égard. C'est à lui qu'il incombe de montrer l'exemple et se faire le gardien

intransigent du service public et de la dignité de ses agents, au lieu d'en être le premier contempteur.

La solution, c'est mettre l'accent sur l'amélioration de la qualité et admettre la nécessité de reconstruire le service public sur la base d'une politique de santé et de prévention, d'un projet social, d'une démocratie sanitaire, tout ce qui est absent dans les intentions affichées du gouvernement.

Le CH-FO vous fera connaître les solutions qu'il propose afin de donner à tous ceux qui restent attachés au service public des raisons sérieuses et honnêtes de croire en l'avenir.

Le Bureau National du CH-FO